**Zeitschrift:** Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

**Herausgeber:** Le messager suisse

**Band:** 32 (1986)

**Heft:** 5

**Rubrik:** Chronique fédérale

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 08.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Chronique fédérale

*par Martine Lamunière*

Les Suisses ont donc refusé d'entrer à l'ONU. Massivement et on ne peut plus clairement : plus d'un million et demi de voix contre et à peine un demi million de voix favorables. Si le résultat n'a guère surpris (le Département des Affaires étrangères ne s'était même pas donné la peine de préparer un communiqué saluant une victoire), son ampleur a été un véritable choc.

Choc pour les partisans d'une politique étrangère plus active, bien sûr, qui ne pensaient pas être désavoués par tous les cantons, par toutes les communes de Suisse, mais choc aussi pour les adversaires modérés de l'entrée de la Suisse à l'ONU, ceux qui souhaitent que notre pays garde en toute occasion un profil bas, qu'elle ne se fasse pas remarquer sur la scène internationale, et qui sont un peu effrayés par l'ampleur de la gifle, par l'image un peu trop nette qu'elle projette à l'étranger.

Compromis helvétique oblige, partisans et adversaires de l'ONU, Conseil fédéral et porte-parole de tous les partis et de toutes les tendances n'ont eu qu'un seul souci au soir du 16 mars : rassurer l'opinion, jurer que rien n'avait changé, que rien n'allait changer. Oublions cette campagne, oublions nos divisions répétaient-ils en cœur. « Un pays divisé est affaibli » affirmait le secrétaire d'Etat Edouard Brunner « il faut tourner la page ». Et le conseiller fédéral Pierre Aubert qui, au cours de la campagne n'a certainement rien fait pour regagner une once d'un prestige largement perdu, n'a pas hésité à dire au soir de la débacle que ce vote n'était pas un désaveu personnel et qu'il n'avait aucune intention de démissionner.

« La seule erreur du Conseil fédéral a été de proposer l'entrée de la Suisse à l'ONU » a-t-il dit, et il l'a dit d'autant plus volontiers que la décision de principe avait été prise avant qu'il n'y entre. Il était quand même un peu inquiet, M. Aubert, puisqu'il a demandé à tous ses ambassadeurs d'expliquer les résultats du vote à leur pays hôte.

Le suffrage féminin, l'introduction de l'AVS ont également eu du mal à passer la rampe alors qu'aujourd'hui plus personne ne remet en cause ces deux « conquêtes » de l'après-guerre, disent tous ceux qui restent persuadés que la Suisse finira bien par occuper un fauteuil à New-York. Peut-être. Mais le Conseil fédéral ne se relancera pas dans cette aventure de si tôt et ne prendra vraisemblablement aucune initiative avant le siècle prochain...

L'ampleur de l'échec, on l'a dit, a surpris tout le monde. La veille du scrutin encore, les gens « bien informés » — et parmi eux les diplomates qui avaient suivi toute la campagne — pensaient que le oui l'emporterait dans les cantons frontaliers réputés plus ouverts : Bâle-Ville et le Tessin, disaient-ils, Neuchâtel peut-être et Genève malgré les Vigilants. Ils se sont trompés même si ces cantons ont rejeté l'ONU dans une proportion un peu plus faible que ceux situés dans l'axe conservateur qui s'étend de la Thurgovie au Valais.

Désaveu pour le Conseil fédéral, donc, mais aussi pour les grands journaux du pays, qui ont une fois encore montré qu'ils avaient peu d'influence sur leurs lecteurs, et désaveu pour la plupart des partis politiques. Seuls l'UDC et le parti libéral étaient contre alors que le parti radical suisse, les socialistes, les démocrates-chrétiens et l'Alliance des Indépendants étaient pour.

L'ONU va-t-elle maintenant montrer sa mauvaise humeur et quitter Genève ? Aucun risque, dit-on aussi bien à Manhattan que dans la ville de Calvin. Aucun risque de retrait, c'est vrai. Mais les Viennois, qui ont construit un centre international qu'ils ont du mal à remplir, ne manqueront pas de rappeler le vote du 16 mars lorsqu'il s'agira d'attirer de nouvelles organisations sur sol européen. Le Conseil d'Etat genevois s'en inquiète déjà. Tout en sachant qu'une partie de la population ne demanderait pas mieux que de voir les fonctionnaires internationaux déménager sur les bords du Danube.